



Validé par CNS du 01/07/2022	OS 2.2 : Développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture, et transformer ces produits	Priorité 2
Version 1 – Juillet 2022		FEAMPA
Appels à projet d'ampleur nationale		2021-2027
Guichet Bretagne		

Table des matières

1. Références réglementaires	2
1.1 Références du règlement FEAMPA	2
1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)	2
2 Objectif spécifique et type d'action	2
2.1 Objectif spécifique	2
2.2 Type d'action	2
3 Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations	3
3.1 Éligibilité géographique	3
3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires	3
3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets	3
4 Critères de sélection	5
4.1 Critères de sélection portant sur les bénéficiaires :	5
4.2 Critères de sélection portant sur la nature du projet :	5
5 Modalités de financement	5
5.1 Modalités générales	5
5.2 Intensité d'aide publique	6
5.3 Taux de contribution	7
5.4 Montant de l'aide publique	7
6 Indicateurs	7
7 Pilotage du type d'action	7
8 Annexes	7
Annexe 1 : Organismes éligibles	7
Annexe 2 : Technology Readiness Level	10
Annexe 3 : Exemple de grille de notation	12

1. Références réglementaires

1.1 Références du règlement FEAMPA

Article 26

1.b) Le soutien relevant du présent chapitre couvre les interventions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la PCP énoncés à l'article 2 du règlement (UE) no 1380/2013, en poursuivant les objectifs spécifiques suivants: La promotion de la commercialisation, de la qualité et de la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits.

Article 28

Aux fins de la réalisation de l'objectif spécifique visé à l'article 26, paragraphe 1, point b), du présent règlement concernant la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, le soutien aux entreprises autres que les PME n'est accordé que par l'intermédiaire des instruments financiers prévus à l'article 58 du règlement (UE) 2021/1060 ou par l'intermédiaire d'InvestEU, conformément à l'article 10 du règlement (UE) 2021/523

1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement (UE) n° 1380/2013 du 11/12/13 relatif à la politique commune de la pêche

Règlement (UE) n° 1308/2013 17/12/13 portant organisation commune des marchés des produits agricoles

2 Objectif spécifique et type d'action

2.1 Objectif spécifique

L'objectif spécifique 2.2 « Développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture, et transformer ces produits » vise à améliorer via des actions innovantes :

- la valorisation des produits (et co-produits) de la pêche et de l'aquaculture (actions de communication et de développement de nouveaux marchés) ;
- le soutien aux filières de transformation (amélioration de la qualité des produits, de la sécurité sanitaire, diversification, valorisation des prises accessoires et co-produits, sécurité du travail, diminution des incidences environnementales (contenants biodégradables et recyclables, traitement des déchets..), amélioration de l'efficacité énergétique, soutien des efforts de normalisation nationale et internationale...)
- les réponses aux attentes des consommateurs concernant les produits transformés (qualité, environnement, bien-être animal)
- Accompagnement et soutien financier aux projets de valorisation de la pêche à pied professionnelle et des récoltants d'algues (digitalisation, outils d'épuration et de transformation, développement des nouveaux marchés...)

2.2 Type d'action

Ce document concerne le guichet national du TA « Recherche et innovation » de l'OS 2.2

Ce TA fonctionnera par appels à projets. Ce document présente les conditions générales de sa mise en œuvre. Des conditions particulières pourront être définies dans le cahier des charges des appels à projets.

3 Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

3.1 Éligibilité géographique

Ce type d'action est ouvert sur tout le territoire national (la métropole y compris les régions continentales et les régions ultrapériphériques).

3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles à ce type d'action sont les structures suivantes (cf. annexe 1) :

- Les entreprises¹ de la filière pêche et aquaculture (et leurs groupements) dont les entreprises de mareyage, de transformation et/ou de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture destinés ou non à la consommation humaine, les coopératives de pêcheurs et d'aquaculteurs, les pêcheurs professionnels en eau douce, y compris les pêcheurs à pied et les récoltants d'algues.
- Les entreprises² dont l'activité est liée à la pêche, l'aquaculture à finalité de mise en marché quelle que soit leur activité principale déclarée
- Les organisations de producteurs en association avec d'autres maillons de la filière. - Les gestionnaires de ports de pêche - Les gestionnaires des halles à marée.
- Les concédants portuaires
- Les organisations/associations professionnelles ou interprofessionnelles représentant la filière des produits aquatiques :
- Les organismes scientifiques ou techniques
- Les fournisseurs de biens et de service aux entreprises de commercialisation ou transformation des produits aquatiques
- Tout autre organisme ou entreprise dont la participation est pertinente pour le projet

Les entreprises présentant des projets d'innovation relatifs à la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture doivent disposer d'un agrément sanitaire pour la manipulation des produits de la pêche et de l'aquaculture et/ou d'un code NAF afférent à l'activité de transformation. Les entreprises ne nécessitant pas réglementairement dudit agrément peuvent également être éligibles lorsque l'action financée répond à la définition de "transformation"³ au sens de l'art 4 du règlement 1224/2009.

3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Le TA « Recherche et innovation » permettra de promouvoir des activités de commercialisation et de transformation par la recherche et l'innovation, en concourant à l'un ou l'autre des types d'actions suivants :

¹ Concernant les opérations relatives à la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les entreprises éligibles sont uniquement les PME au sens de la réglementation européenne des catégories suscités (entreprises, organisations professionnelles/interprofessionnelles).

² Idem comme ci-dessus

³ « Transformation », le processus de préparation de la présentation. Ce processus inclut le filetage, l'emballage, la mise en conserves, la congélation, le fumage, le salage, la cuisson, le saumurage, le séchage ou tout autre mode de préparation des produits aquatiques pour leur mise sur le marché;

1. Innovation marketing

Le développement de nouveaux marchés (liste non exhaustive) : liés aux biotechnologies marines ou à des espèces de faible valeur commerciale ou à de nouvelles espèces favorisées par le changement climatique.

Qualité, valeur ajoutée et traçabilité commerciale pour les produits certifiés ou labellisés (agriculture biologique, marques commerciales) ou demandant à être certifiés ou labellisés, emballages biosourcés, biodégradables ou recyclables, investissements matériels et immatériels, développement des circuits courts pour une consommation plus durable et responsable, certifications Haute Valeur Environnementale pour la restauration collective.

2. Innovation process

Projets d'innovation ou d'amélioration susceptibles d'être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l'opération, et directement utilisables par les entreprises, particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial. L'innovation doit ainsi pouvoir être opérationnelle de façon directe et dans des délais rapprochés et porte sur des procédés, techniques et systèmes d'organisation et de gestion nouveaux ou améliorés (y compris développement d'outils informatique de gestion).

3. Innovation produit

Projets d'innovation ou d'amélioration susceptibles d'être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l'opération, et directement utilisables par les entreprises, particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial. L'innovation doit ainsi pouvoir être opérationnelle de façon directe et dans des délais rapprochés et porte sur des nouveaux produits (liés par exemple à de nouvelles espèces favorisées par le changement climatique) et équipements encore absents sur le marché ou sur des produits et équipements présentant de fortes améliorations par rapport à ceux présents sur le marché (en termes de valeur ajoutée, d'emballage, de durée de vie, de qualité...).

Le projet d'innovation doit revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s'inscrire à partir du **niveau 4** de l'échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL (Technology Readiness Level) (cf. annexe 2). Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l'échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe sur les niveaux éligibles ;

Les projets qui seraient uniquement dédiés à de l'acquisition de connaissance sans objectif de développement d'un nouveau produit, procédé, technologie ou organisation ne pourraient être considérés comme des projets innovants au titre de cette mesure.

La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à **3 ans**. Dans certains cas particuliers, les cahiers des charges des appels à projets pourront prévoir une durée allant jusqu'à 4 ans.

Les opérations financées au titre de ce type d'action doivent être menées en collaboration a minima avec :

- Un acteur professionnel (opérateur de la filière commercialisation ou transformation)
- Un organisme scientifique ou technique (sauf si indication contraire dans un appel à projet)

La collaboration est définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les différents partenaires du projet.

La nature des matières premières utilisées en volume intrants (hors eau) dans le cadre du projet devra comporter a minima 50% de produits de la pêche ou de l'aquaculture indépendamment de la destination du produit fini (consommation humaine ou non).

Le projet est susceptible d'être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l'opération, particulièrement se situant dans une phase de pré-lancement industriel ou commercial.

Les projets relèvent de ce guichet national dans les cas de figure suivants :

- Le projet est porté par un chef de file de niveau national y compris les établissements territorialisés de ces structures nationales, quel que soit le partenariat
- OU
- Le projet est localisé dans une région continentale ou porté par un chef de file situé dans une région continentale, OU
- Le projet implique un consortium (le chef de file et ses partenaires) implantés dans au moins deux régions.

Ils relèvent des guichets régionaux (régions littorales) si aucune de ces conditions n'est remplie (partenariat exclusivement régional).

4 Critères de sélection

Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, au moyen de critères de sélection portant à la fois sur les bénéficiaires et sur les projets. Les critères de sélections sont les suivants :

4.1 Critères de sélection portant sur les bénéficiaires :

- Qualité du partenariat
- Cohérence du projet

4.2 Critères de sélection portant sur la nature du projet :

- Pertinence et étendue de l'innovation proposée
- Retombées prévisionnelles du projet pour la filière
- Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable

La notation des projets sera effectuée au moyen de grilles de notation, qui seront élaborées dans le cadre des appels à projets. A titre d'information, un exemple de grille pondérée figure en annexe 3.

5 Modalités de financement

5.1 Modalités générales

Les dépenses éligibles entrant dans le calcul du coût total/de l'assiette éligible de l'opération sont les suivantes :

- Dépenses d'investissement matériel (dépenses matérielles directes liées aux équipements (infrastructures exclues), prototypes ; dépenses matérielles directes de consommables directement liés à l'opération) et immatériel (y compris études) sur une base réelle :

- Les coûts d'achats des instruments et du matériel sont éligibles dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls sont éligibles les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis. Il est rappelé que conformément au décret d'éligibilité "Les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative".
- Prestation de service (études, formation, expertise, sous-traitance, etc.) sur une base réelle.
- Les frais de communication et de diffusion des résultats du projet auprès des acteurs de la filière des produits de la pêche et de l'aquaculture sur une base réelle.
- Les coûts de location des bâtiments ou structures dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet sur une base réelle.
- Les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement aux fins du projet sur une base réelle;
- Frais de personnel directement liés à l'opération : sur la base d'un barème de coûts unitaires
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15% des frais de personnel directement liés à l'opération.
- Pour les frais de mission (restauration, déplacement, hébergement) le taux applicable est de 6,3% des dépenses de personnel.

Dépenses non éligibles:

- Dépenses mentionnées à l'article 13 du règlement FEAMPA ou du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027
- L'acquisition de terrains et de biens immeubles
- La construction de bâtiment
- L'acquisition de véhicules d'exploitation routière (voiture, camion, fourgonnette...)
- Les coûts d'amortissement du matériel au-delà de la durée du projet (cas du matériel qui n'est pas utilisé pendant toute sa durée de vie dans le cadre du projet)
- Le matériel acquis en leasing, crédit-bail et assimilés

Au-delà de ces dispositions générales, des modalités particulières pourront être précisées dans le cahier des charges des appels à projets.

5.2 Intensité d'aide publique

80 % du montant des dépenses éligibles si l'opération remplit l'ensemble des critères suivants:

- Etre d'intérêt collectif,
- Avoir un bénéficiaire collectif,
- Présenter des caractéristiques innovantes.

75 % du montant des dépenses éligibles si l'opération ne répond pas aux critères précédents (cf. ligne 18 de l'annexe III du Règlement FEAMPA « *opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation* »).

5.3 Taux de contribution

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70 % des dépenses publiques éligibles. Les 30% restants sont les « contreparties publiques ».

5.4 Montant de l'aide publique

Des planchers et plafonds d'aide publique pourront être définis dans le cahier des charges des appels à projets.

6 Indicateurs

CR 14 - Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)

7 Pilotage du type d'action

Pilote de la mesure innovation : Région Bretagne tel que décidé dans le cadre de gestion du guichet national innovation Service Instructeur : Région Bretagne

8 Annexes

Annexe 1 : Organismes éligibles

Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste non fermée)

- CNPMEM, CRPME et CDPME
- Comité national de la pêche professionnelle en eau douce
- Comité Interprofessionnel Produits Aquaculture
- Comité National de la Conchyliculture
- Fédération des Spiruliniers de France
- Fédération Française d'Aquaculture
- Prud'homies de pêcheurs en Méditerranée
- Chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
- Organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs
- Coopérative maritime, association de coopératives maritimes, coopération maritime
- Union des Armateurs à la Pêche de France (UAPF)
- France Filière Pêche (FFP)
- Pôles de compétitivité en lien avec les technologies développées par le projet
- Union des Ports de France (UPF)
- Association des directeurs et responsables de halles à marée
- Union du Mareyage Français (UMF) et associations d'acheteurs

- Association des Entreprises de Produits Alimentaires Elaborés (ADEPALE) et autres organismes professionnels
- Associations nationales, régionales ou interrégionales représentant la filière
- Syndicat National du Commerce Extérieur des produits congelés et surgelés (SNCE)
- Organismes professionnels liés à la commercialisation de gros et de détail : FCD, etc
- Organismes professionnels liés à la commercialisation de détail spécialisée dans les produits issus de la pêche : organisations de poissonniers
-

Organisme technique et scientifique agréé par l'Etat (liste non fermée)

Ces organismes doivent disposer de compétences techniques ou scientifiques leur permettant d'exercer des missions d'intérêt général dans les domaines techniques et scientifiques. Parmi ceux, les organismes scientifiques ou techniques (les centres techniques nationaux ou régionaux, les unités de recherche des écoles nationales, des universités, les instituts techniques, les laboratoires publics) et les organismes scientifiques ou techniques qui ont (représentation de l'Etat/régions, établissements publics au sein de leur Conseil d'administration ou de leur Conseil scientifique, conventions bilatérales).

Ces organismes doivent :

Soit

A. Être des établissements publics

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)
- Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA)
- Institut de recherche pour le développement (IRD)
- Muséum d'histoire naturelle

Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) :

- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d'ingénieur)

Les établissements recensés sur le site du MESRI :

https://data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/explore/dataset/fr-esr-principaux-etablissementsenseignement-superieur/table/?disjunctive.type_d_etablissement&disjunctive.typologie_d_universites_et_assimiles.&disjunctive.typologie_d_universites_et_assimiles.

Etablissements publics à caractère administratif (EPA) :

- Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)
- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
- Laboratoires publics

• ...

Soit

- B. Être reconnus officiellement par les pouvoirs publics (ex. le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) par l'obtention de l'un des différents labels suivants :
- La qualification nationale d'ITAI – Institut Technique Agro-industriel (par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation)
 - Le label C.R.T (Centre de Ressources Technologiques)
 - Le label d'Institut Carnot
 - Cellule de diffusion technologique (CDT)
 - Plate-forme technologique (PFT)
 - L'agrément, par le ministère chargé de la recherche ou par le ministère chargé de l'industrie, des organismes ou entreprises exécutant, pour des tiers, des opérations d'innovation et/ou des opérations de recherche et développement ouvrant droit au crédit d'impôt innovation et/ou au crédit d'impôt recherche.

Soit

- C. Avoir pour objet statutaire une mission relevant de l'intérêt général (activité non lucrative, gestion désintéressée, intérêt collectif dépassant la structure ou adhésion ouverte) :
- Soit dans les domaines techniques ou scientifiques
 - Soit dans le transfert technologique ou d'innovation
 - Soit dans l'application des résultats de la recherche publique au monde professionnel

Et

Soit compter dans leur conseil d'administration ou dans leur conseil scientifique un ou plusieurs représentants :

- a) de l'Etat, des régions et/ou des départements
- b) ou d'établissements publics :
 - à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer)
 - à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE)
 - à caractère scientifique, culturel et professionnel
 - à caractère administratif

Soit disposer d'une convention bilatérale, *a minima* pour la durée du projet, avec :

- a) L'Etat ou des régions et/ou des départements
- b) Ou des établissements publics :
 - à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer)
 - à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE)
 - à caractère scientifique, culturel et professionnel
 - à caractère administratif

Soit

D. Etre un centre technique:

- Synergie Mer et Littoral (SMEL),
- CEVA
- ITAVI
- Syndicat Mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche des Pays de Loire (SMIDAP),
- L'Association du Grand Littoral Atlantique (Aglia),
- Le CEPRALMAR,

- La Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN),
- Le Groupe d'Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL),
- Le Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement (CAPENA)
-

Ces critères conduisant à l'établissement des listes d'organismes techniques ou scientifiques pourront être complétés par l'autorité de gestion notamment par demande motivée du service instructeur

Annexe 2 : Technology Readiness Level

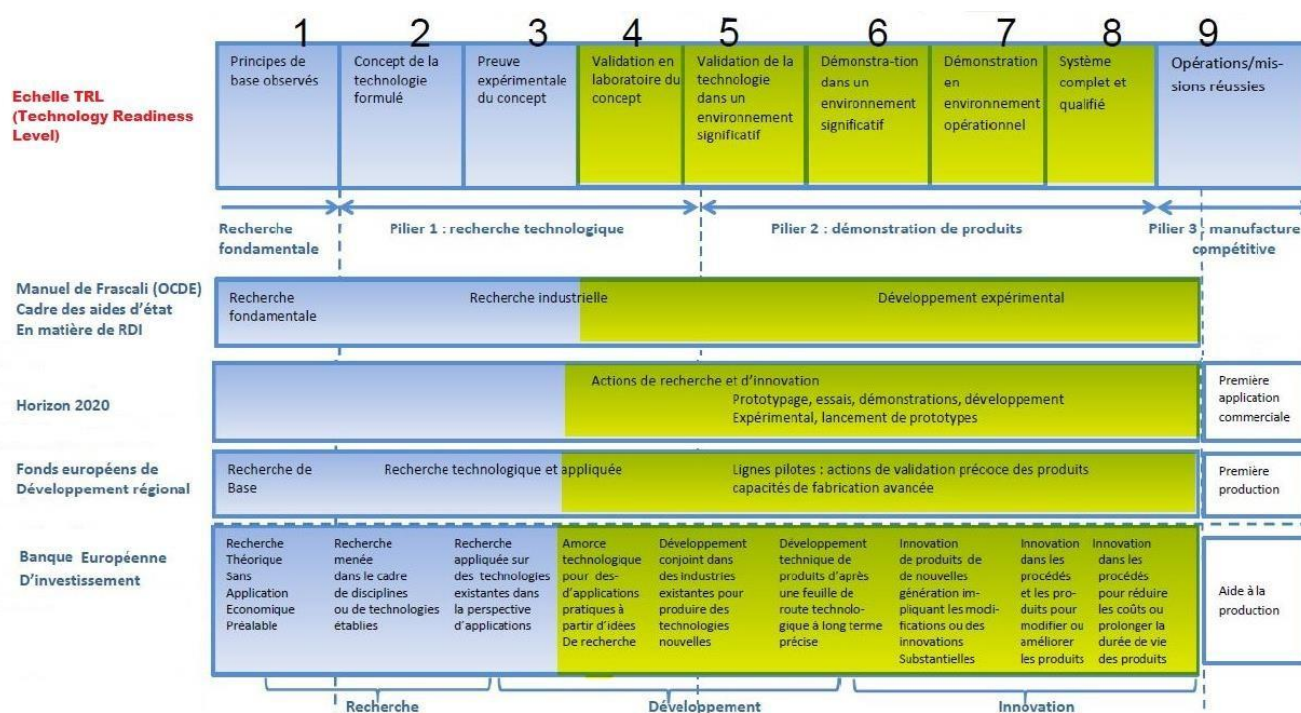


Figure 1. TRL Niveau d'innovation finançable par le FEAMPA (vert)

Annexe 3 : Exemple de grille de notation

Critères de sélection	Éléments analysés	Méthode d'analyse	Notes Possibles	Maxi
Qualité du partenariat	Qualité du consortium et capacité à conduire le projet (références, compétences et robustesse économique du partenariat)	Les références, compétences et robustesse économique du partenariat sont trop limitées par rapport aux exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	0	10
		Les références, compétences et robustesse économique du partenariat couvrent partiellement les exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	5	
		Les références, compétences et robustesse économique du partenariat couvrent l'ensemble des exigences du projet (technique, scientifique, économique...)	10	
		Un ou plusieurs partenaires ont une implication faible dans le projet ou mettent à disposition des moyens insuffisants	0	
	Niveau d'implication des partenaires dans le projet	Un ou plusieurs partenaires ont une implication moyenne dans le projet ou mettent à disposition des moyens limités	5	10
		L'ensemble des partenaires sont impliqués concrètement dans le projet et les moyens mis à disposition sont satisfaisants	10	
Cohérence du projet	(a) Association des professionnels au projet : projet à l'initiative des professionnels ; recueil de leurs besoins/attentes ; prise en compte de leurs contraintes (ex. calendrier adapté) ; association lors de la mise en œuvre du projet...	Démonstration insuffisante	0	10
	(b) Pertinence des modalités de mise en œuvre du projet (adéquation entre les objectifs et la méthodologie déployée, périmètre géographique pertinent, efficacité des moyens de mise en réseau, organisation...)	Oui sur un axe	5	
		Oui sur deux axes	10	
		Le projet n'est pas labellisé par un pôle de compétitivité	0	
	Labellisation du projet par un pôle de compétitivité	Le projet est labellisé par un pôle de compétitivité	10	10
Pertinence et étendue de l'innovation proposée	Démonstration du caractère innovant	Démonstration insuffisante	0	15
		Démonstration basée sur des critères subjectifs, sans références	5	
		Démonstration basée sur des références non scientifiques (littérature grise), ou sur une comparaison, par une structure indépendante, des innovations proposées à un état de l'art national	10	
		Démonstration basée sur un état de l'art scientifique (publications de rang A de portée internationale), ou sur une comparaison, par	15	
Retombées prévisionnelles du projet pour la filière	Projet visant à créer un besoin ou à répondre à un besoin de la filière	Démonstration insuffisante	0	15
		Innovation créant un besoin (innovation push), dont le succès devra être démontré et dont le marché cible / la généralisation est restreinte	4	
		Innovation créant un besoin (innovation push), dont le succès devra être démontré et dont le marché cible / la généralisation est importante	8	
		Innovation répondant à un besoin (innovation pull) et dont le marché cible / la généralisation est restreinte	12	
	Evaluation des retombées du projet pour la filière, notamment par la diffusion des résultats du projet	Innovation répondant à un besoin (innovation pull) et dont le marché cible / la généralisation est importante	15	10
		Démonstration insuffisantes / diffusion des résultats insuffisante ou inadaptée	0	
		Les retombées du projet pour la filière sont faibles et la diffusion des résultats est faible	2	
		Les retombées du projet pour la filière sont faibles et la diffusion des résultats est importante	5	

		Les retombées du projet pour la filière sont importants et la diffusion des résultats est faible	7	
		Les retombées du projet pour la filière sont importants et la diffusion des résultats est importante	10	
Retombées prévisionnelles du projet sur les piliers du développement durable	Evaluation des retombées du projet sur les aspects économique, social et environnemental	Le projet ne prévoit aucune retombée sur les aspects économique, social et environnemental	0	20
		Les retombées sont faibles et limitées sur les aspects économique, social et environnemental	5	
		Les retombées sont moyennes ou concernent un seul des aspects économique, social et environnemental	10	
		Les retombées sont importantes et concernent deux des aspects économique, social et environnemental	15	
		Les retombées sont importantes et concernent les trois aspects économique, social et environnemental	20	
			TOTAL	100